



## AGRICULTURE STRATÉGIES

### Newsletter n°37 : Engrais, grand oral et Green Deal face à la crise

---

**Bonjour,**

Le contexte actuel de tensions fortes sur les marchés agricoles, les opposants du Green Deal s'affrontent. Certains estiment que les ambitions agroécologiques doivent s'effacer pour faire face à la nécessité de nourrir le monde, et rendre à l'Europe sa puissance agricole d'antan en libérant le potentiel de production. D'autres estiment au contraire que l'Europe doit se saisir du Green Deal pour améliorer son indépendance alimentaire et énergétique. Dans un article très équilibré intitulé Agriculture ou environnement ? Le faux « dilemme ukrainien », Philippe Stoop, membre de l'Académie d'Agriculture, revient sur les arguments des uns et des autres en distinguant deux dimensions cruciales pourtant absentes de ces débats : la dimension temporelle et la dimension géographique. Face à une crise mondiale qui impacte la disponibilité en céréales à très court terme, et la nécessité d'une réponse concertée au changement climatique, les horizons et les réponses à apporter sont en effet très différentes.

Néanmoins, sans même envisager de « libérer le potentiel productif de l'Union Européenne », assurer une production en quantité et qualité habituelle va devenir une gageure. Les achats d'engrais de cette année vont conditionner l'assolement et les rendements de 2023. Les acteurs du secteur s'attendent d'ores et déjà à une baisse de production. [La flambée du prix du gaz a en effet alimenté une augmentation du prix des engrais qui génère de fortes inquiétudes.](#) D'après Agreste, en janvier 2022 le prix des engrais et des amendements était en augmentation de près de 90% par rapport à janvier 2021, et la hausse se poursuit, les prix sont désormais multipliés par 3 par rapport à la précédente campagne. Si les agriculteurs ne peuvent plus s'approvisionner en intrants, la production des cultures sera fortement impactée, ce qui remettra en question la sécurité alimentaire.

Quelles propositions de nos politiques pour faire face à ces enjeux ? La FNSEA a organisé le 30 mars un grand débat où sont venus « plancher » six candidats à l'élection présidentielle. La PAC se résume-t-elle désormais aux clauses miroirs, dont la mise en place et l'applicabilité restent extrêmement questionnables, aux normes et à la taxe carbone ? Pour les candidats à l'élection présidentielle, il semblerait que oui.

Il était bien plus facile de se réfugier dans la démagogie et d'agiter le fantasme des clauses miroirs, de faire espérer une taxe carbone protectrice de l'agriculture, de parler de soustraire les produits

agricoles des accords de libre-échange, que d'affronter la réalité des changements nécessaires à mettre sur la table des négociations européennes. Ainsi, aucun n'a engagé l'éventualité, nous dirions la nécessité, de profiter du changement profond du contexte international et de la catastrophe alimentaire que les mêmes experts prédisent, pour réformer en profondeur la PAC et tenter de lui redonner une orientation commune.

[Dans cet article](#), nous esquissons les principaux traits que cette nouvelle PAC devra nécessairement adopter pour parvenir à la stabilisation des revenus agricoles, associée au soutien à la consommation, selon nous nécessaires pour prendre le virage d'une transition agroécologique réellement soutenable.

Nos propositions détaillées pour cette réforme majeure et indispensable de la PAC seront présentées d'ici l'été.

**Bonne lecture,**

**Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies**  
**Le 19 avril 2022**